On s'abonne :
 A LYON, rue St-Dominique, n° 10 ;
 A PARIS, chez M. Alex. BISSNIER, libraire place de la Bourse.

LE PRÉCURSEUR,

ABONNEMENT :
 16 fr. pour trois mois,
 51 fr. pour six mois,
 et 60 fr. pour l'année,
 hors du dépt du Rhône,
 1 f. en sus par trimestre.

JOURNAL CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI.

LYON, 6 AVRIL 1829.

On a trouvé ce matin dans la cour d'une maison rue Tupin et rue Ferrandière, un jeune homme étendu mort, le crâne fracassé. L'état de ses blessures a fait reconnaître qu'il avait été précipité ou qu'il s'était jeté du haut d'une fenêtre. Plusieurs étages de cette maison sont habités par des filles de mauvaise vie, ce qui a fait présumer que ce jeune homme avait été victime d'un attentat commis sur sa vie dans l'un de ces repaires que la police tolère au préjudice de la paix publique non moins qu'au préjudice des mœurs.

— M. Clavet ne s'est pas tenu pour battu, et malgré la décision de la chambre des députés qui a passé à l'ordre du jour sur sa demande, il a adressé une nouvelle pétition à la chambre des pairs.

— M. Rodet vient de partir pour Paris. Sa santé n'est pas bien affermie; mais cet honorable député a regardé comme un devoir de porter son vote dans les débats qui viennent de s'ouvrir, et où sont intéressés les droits des électeurs eux-mêmes qui viennent de lui donner une si haute marque de confiance et d'estime.

— Une souscription avait été ouverte à Marseille pour célébrer par un banquet l'élection de M. Thomas. Le nombre des souscripteurs s'est bientôt élevé au-dessus de 400, en sorte qu'il était impossible de trouver dans la ville un local suffisant. Les souscripteurs ont alors résolu de convertir l'objet de cette fête, en une distribution de bons de pain et de viande, qui sera faite le jour de Pâques.

— Un incendie vient de porter la désolation à Peyrieux, commune des environs de Belley. Le 26 du mois dernier, sur les quatre heures du matin, le feu a consumé vingt-six corps de bâtiments appartenant à quatre propriétaires du hameau de *Bovinot*. Les progrès de l'incendie dans ces bâtiments couverts en chaume ont été si rapides que trois des habitants se sont trouvés dans l'impossibilité de sauver aucune partie de leur mobilier. Une femme a péri dans ce désastre affreux; elle a été suffoquée en cherchant à retirer son argent du milieu des flammes; son fils qui s'était élancé pour la secourir a eu l'épaule cassée par la chute d'une poutre.

Le mobilier, les approvisionnements de toute espèce, un troupeau de trente moutons ont été consumés.

On ignore encore les causes de cet événement, auquel il ne paraît pas cependant que la malveillance ait eu part.

On nous écrit de Turin :

« Le tumulte occasionné dans l'Université de cette ville par la destitution du professeur de théologie morale a été suivi des mesures suivantes :

1° Le séminaire a été fermé et les séminaristes renvoyés indéfiniment.

2° La chaire de théologie morale a été provisoirement supprimée.

3° Le professeur destitué a reçu le conseil de faire un voyage hors des états de S. M., et il est parti pour Milan. »

Le journal d'Odessa annonce sous la rubrique de Varna 5 mars, que le contre-amiral Gumanî a pris la forteresse de Sizebol (au sud de Burgas) et y a pris un pacha avec ses officiers, onze canons, beaucoup de munitions, de vivres, 500 bœufs et quantité de chevaux. La garnison s'est sauvée en partie.

PARIS, 4 AVRIL 1829.

Deux conventionnels viennent encore de mourir à Bruxelles. Voici ce que dit à ce sujet le *Journal de la Belgique* :

« M. Ramel, ex-conventionnel, est décédé hier 31 mars, à sept heures du matin, en sa demeure, rue des Minimes. La veille, le viatique lui avait été administré par M. le curé de Notre-Dame-des-Victoires-du-Sablon.

« La mort vient aussi de frapper un autre ex-conventionnel, M. Maragon, décédé aujourd'hui, 1^{er} avril, à trois heures du matin, à l'âge de 88 ans, en sa demeure, rue Notre-Dame-aux-Neiges. M. Maragon a été consul à Hambourg sous la république française. Il était cousin germain de M. Ramel. »

— Par ordonnance du roi, en date du 2 avril :

Les collèges électoraux du premier arrondissement de Seine-et-Oise, du deuxième arrondissement du Nord, et du deuxième arrondissement de l'Aude, sont convoqués pour le 14 mai prochain dans les villes de Pontoise, Hazebrouck et Narbonne, à l'effet d'élire chacun un député.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. (Présidence de M. Royer-Collard.) Séance du 5 avril.

M. Thibord du Chalar, élu par l'arrondissement d'Abousson, département de la Creuse, écrit qu'accablé du coup le plus sensible par la perte de son fils, il a besoin d'aller respirer l'air natal pour recouvrer le calme nécessaire aux importantes délibérations de la chambre. Le congé est accordé.

M. Béranger : Il existe trois principaux vices dans le système administratif de la France : ce sont la prodigalité dans les dépenses, l'extrême lenteur dans l'expédition des affaires, et les obstacles multipliés, même les incapacités auxquelles on a réduit les citoyens pour les empêcher de s'associer aux actes qui les intéressent le plus. Il est donc évident que l'économie, la célérité, la participation réelle et non factice des citoyens au vote et au contrôle des dépenses, sont les conditions nécessaires d'une bonne administration. Je vais examiner rapidement si ces trois conditions se rencontrent dans le projet qui vous est présenté par les ministres du roi.

Pour moi, je l'avoue, dit l'orateur après d'assez longs développements, quand j'ai vu le ministère occupé de nous préparer une loi administrative, je m'en suis effrayé; j'ai douté si nous étions assez loin, assez dégagés des souvenirs de l'ancien régime, de la révolution et de l'empire, pour entreprendre cette importante réforme; je m'étais trompé : la sagesse de la commission, la modération que tous nos honorables collègues ont mise dans l'expression de leurs vœux, m'ont montré que je calomniais la nation et ses représentants.

Mais je pensais aussi que le ministère n'était point assez fort, assez affermi, assez dégagé de certaines entraves pour donner à l'administration de la France cette constitution robuste qui doit assurer son bonheur et sa prospérité. L'événement a justifié mes craintes.

Peut-être le ministère lui-même a-t-il senti sa faiblesse, et n'a-t-il consenti à présenter le projet d'une réforme administrative, que parce qu'il craignait, en l'ajournant encore, de ne pouvoir se présenter de nouveau devant la chambre sans être obligé de céder à son instance sur ce point. Mais puisque le ministère entrevoyait la possibilité de cette exigence, en a-t-il sondé les motifs? Serait-ce surtout après la solution significative de la question de priorité entre les deux lois, qu'il pourrait encore les méconnaître? Et cette leçon si sévère serait-elle perdue?

Soit que le ministère retire sa loi (rumeurs diverses), soit qu'elle soit rejetée par la chambre, le mal est grave; mais, pour moi, qui ne puis sacrifier l'avenir au présent, qui vois que sur 471 électeurs qu'offre mon département, 209 sont déclarés incapables, tandis qu'il n'en gagne que 59 au second degré; pour moi, qui sens plus qu'un autre combien peu le séjour de nos départements a d'attraits quand c'est l'esprit de parti qui les administre, je préférerais souffrir encore plutôt que de compromettre l'avenir, et je dois voter contre le projet de loi, si les amendements de la commission ne sont pas adoptés.

M. le garde-des-sceaux : Cette chambre offre depuis quelques jours à la France un singulier spectacle. Un projet de loi, sollicité avec instance par toutes les opinions des premiers moments qui suivirent la restauration, un projet de loi dont la simple annonce avait été accueillie comme un bienfait,

est devenu depuis sa présentation l'objet des attaques presque unanimes des orateurs qui se sont succédé à cette tribune.

Quelque grande circonstance politique est-elle donc venue opérer subitement une révolution si étrange dans les esprits?

Comment s'est-il fait que ce que réclamaient avec tant d'ardeur ceux qui, depuis quinze ans, dans toutes nos assemblées, se sont constitués les défenseurs habituels des doctrines royalistes et des principes monarchiques, ait tout à coup changé de nature à leurs yeux, et se soit transformé en une atteinte mortelle à la prérogative royale, en un renversement de la constitution de l'Etat, en une violation manifeste de la Charte? Comment ce besoin si vivement senti d'associer les citoyens dans les différentes provinces à des intérêts locaux, a-t-il cessé tout à coup, lorsqu'aucune disposition nouvelle n'a changé l'ordre existant depuis les dernières années de l'empire? ou pour quoi cette part de surveillance déléguée par les principaux propriétaires d'un département à des mandataires de leur choix, est-elle devenue instantanément une concession révolutionnaire et la souveraineté du peuple en action? (Vive agitation à droite. Ecoutez! écoutez!)

D'un autre côté, comment se fait-il qu'au moment même où la couronne, en possession depuis quinze ans du droit de nommer les membres des conseils généraux, propose d'en confier l'élection aux citoyens les plus intéressés à la bonne administration du département, lorsqu'elle accorde cette élection dégagée de toute candidature, on repousse dédaigneusement sa proposition comme une ruse du pouvoir qui s'attribue plus qu'il ne donne sous les apparences d'une feinte libéralité, et qui dépouille l'universalité des citoyens de leurs droits pour les transporter à un petit nombre de privilégiés qui tiennent le monopole de toutes les influences. (Agitation.)

D'ailleurs, en une occasion si solennelle, et lorsque le roi, prenant en considération des réclamations si long-temps répétées, fait une si large part aux administrations provinciales, ne conserve de la centralisation que ses avantages, et affranchit l'expédition de affaires locales des entraves et des délais qui la retardaient, comment se fait-il que par une préoccupation singulière, qui fait disparaître de si grands biens devant une seule pensée, il semble que le pays se soit dégagé envers lui de toute reconnaissance, et qu'il ne se soit trouvé que la voix du dernier orateur entendu hier à cette tribune qui ait reporté à cette occasion, au pied du trône, l'hommage qui lui est dû? (Nouveau mouvement. On répète le nom de M. Viennet.)

Il est difficile sans doute d'expliquer d'une manière satisfaisante les inquiétudes des uns et les prétentions des autres; il semble même impossible de parvenir à les concilier. (Agitation aux deux centres.)

Cette tâche n'est point celle que nous nous sommes imposée. Nos paroles, conformes à la droiture de nos intentions, ne seront affligeantes pour personne. Il nous suffira de relever certaines contradictions : ce que nous devons au roi qui nous a honorés de sa confiance, ce que nous nous devons à nous-mêmes, c'est de repousser les reproches dont nous n'avons cessé d'être l'objet. Ces reproches sont graves, et la manière dont on les présente les aggrave encore. Mon excellent ami, le ministre de l'intérieur, les a déjà repoussés; vous percuterez, Messieurs, que je m'associe à ses efforts, et que je cherche à rétablir devant vous des questions importantes qu'on a déplacées avec tant d'art, et, il faut bien le dire, avec tant d'affectation. (Mouvement d'adhésion aux deux centres.)

De quoi s'agit-il donc? La Charte est-elle donc violée? La loi qui vous est présentée reproduit-elle une doctrine anarchique en cherchant à en circonscire les conséquences? renverse-t-elle l'équilibre des pouvoirs publics, et menace-t-elle la constitution même de l'Etat? Dépouille-t-elle le roi du droit qu'il s'est réservé de nommer à tous les emplois de l'administration publique? Dépouille-t-elle les électeurs qui concourent à la nomination des députés d'un droit quelconque qui leur aurait été attribué? Tend-elle à introduire dans un intérêt de parti un principe aristocratique que l'état actuel de nos mœurs repousse? Enfin est-elle une œuvre de franchise et de vérité, ou de déception et de mensonge?

Si, pour certains orateurs, l'heure est venue de s'expliquer nettement avec le ministère, le moment n'est-il pas venu aussi pour le ministère de s'expliquer franchement avec eux? (Marque universelle d'attention.)

Sa Grandeur, après avoir démontré qu'il y a deux espèces d'administrations, l'une l'administration générale qui appartient uniquement au roi, et l'administration locale et spé-

cielle, qui gère des intérêts purement locaux, fait remarquer qu'il existe aussi une administration mixte, chargée à la fois de la gestion des intérêts généraux, et de celle des intérêts locaux dans leurs rapports avec les intérêts généraux. Ces intérêts doivent avoir leur syndicat; personne ne saurait le contester, en ce qui concerne les communes qui, nées avec la société elle-même, sont antérieures à toutes les lois.

Les conseils d'arrondissement et de département votent et consentent des accroissements de tribut que les agents du gouvernement ne sauraient imposer, et qui ne peuvent être établis ni perçus qu'en vertu d'un acte législatif. Qui ne voit que, dans l'état actuel des choses, si ce vote est confié à des conseillers nommés par le roi, ce n'est pas en vertu du droit qu'il s'est réservé que le roi les nomme, mais en l'acquit des intéressés? Ce n'est qu'en l'absence d'une loi qui règle leur nomination que le roi, dont l'autorité tutélaire pourvoit à l'intérêt de tous ceux qui sont dans l'impossibilité d'agir, nomme pour ceux qui ne peuvent élire, comme il intervient en justice par ses procureurs pour les absents, les mineurs et les interdits. Les fonctions des conseillers de départements ne leur attribuent donc aucun pouvoir politique; ils n'ont donc rien de commun avec les employés de l'administration publique dont il est fait mention dans l'article 14 de la Charte.

Que signifient alors ces grands mots de *concessions révolutionnaires*, de *doctrines anarchiques en action*, lorsqu'il s'agit uniquement d'une prorogation à donner par les principaux propriétaires d'un département à leurs fondés de pouvoirs? Que signifient ces rapprochemens sinistres qui menacent l'avenir et calomnient le présent? (Ecoutez, écoutez!) L'honorable orateur (M. de Sallaberry) qui les faisait entendre avant-hier à cette tribune, ne se souvenait pas sans doute que ce n'est pas pour avoir concédé les chartes aux communes que le dernier des Stuarts est descendu du trône, mais peut-être pour avoir manqué de cette haute sagesse qui a caractérisé l'heureuse époque de cette restauration, et de cette fermeté généreuse qui a fait dire à notre roi bien-aimé: JE MAINTIENDRAI.

Une foule de voix: Très-bien! très-bien!

M. Portalis: Certes, nous sommes loin de méconnaître les dangers de l'introduction de l'élection politique et populaire là où la Charte ne l'a point établie; mais nous soutenons que l'élection telle que l'instituteur le projet de loi, n'offre aucun caractère politique, et qu'elle n'est point, à proprement parler, une élection populaire. A ceux qui se plaignaient que les citoyens appelés à élire les conseillers de département étaient en trop petit nombre, et que la presque totalité des Français était exclue de toute participation, non aux affaires publiques, mais à leurs propres affaires, mon honorable collègue a répondu que près de deux millions de Français concouraient à ces élections.

On s'est emparé de ce nombre pour effrayer les imaginations; mais on n'a pas réfléchi sans doute que les opérations de cette multitude graviteraient isolément vers des centres divers et locaux. Rien de politique dans l'objet....

Voix à droite: M. Charles Dupin a dit le contraire!

M. le garde-des-sceaux: Rien de commun dans la direction. L'élection des députés est populaire, non à cause du nombre des électeurs qui y concourent, mais parce que d'une extrémité de la France à l'autre une même intention les anime. Ils tendent au même but; ils subissent les mêmes influences. L'élection des conseillers de département ne le sera pas, parce que, dirigée vers un but spécial, elle sera circonscrite dans les limites d'un territoire déterminé.

Après avoir rappelé que l'art. 40 de la Charte est le seul qui fasse mention des électeurs, et qu'il n'y est question que de la nomination des députés, M. le ministre ajoute que, relativement aux conseils de département, la nature des choses veut que leur composition ne soit confiée qu'à ceux qui supportent la plus grande partie des charges.

L'un des honorables orateurs qui a réclamé hier avec le plus de force l'admission des électeurs politiques, a cependant proposé lui-même une grande exception. Un système qui commande une exception de cette nature porte avec lui sa réprobation; si l'intérêt du bon ordre l'exige, pourquoi cette exception serait-elle la seule? et comment ne voit-on pas que le danger, s'il y en a, sera presque aussi grand à l'admettre qu'à la rejeter? Une proposition qui emporte avec elle la nécessité de résoudre une telle question, est une question jugée; il est impossible qu'elle soit consacrée par une loi.

Par une contradiction singulière, tandis que, d'un côté, on nous accuse de nous laisser entraîner à la tendance démocratique, que l'on représente comme prête à tout engloutir, on nous reproche, de l'autre, d'introduire dans notre loi un principe aristocratique désavoué par les mœurs générales de la nation. Ces reproches devraient s'exclure mutuellement.

La véritable cause des plaintes que l'on fait entendre consiste dans l'opinion présumée de ceux qui sont, dans le moment présent, les plus imposés du royaume. Mais est-ce là un motif suffisant pour repousser un principe salutaire qui doit recevoir son application dans tous les tems? L'opinion actuelle des plus imposés! Mais qui ne sait que, s'il y a à quelque chose de plus mobile que l'opinion elle-même, ce sont les chiffres qui expriment la quotité de ces impositions?

Et ceux-là qui repoussent, comme une combinaison de parti, comme un calcul de politique astucieuse, cette préférence accordée aux citoyens les plus imposés, ne craignent pas de constituer les électeurs politiques en une sorte de pouvoir public, de les investir du droit inhérent à leur qualité d'intervenir dans toutes les élections, quel que puisse en être

l'objet. Ils feignent de redouter un nombre indéterminé de propriétaires plus imposés, pris au hasard dans chaque département, de professions différentes, de propriété inégales, tantôt payant beaucoup plus que le cens électoral, tantôt payant beaucoup moins; et ils ne répugnent pas à leur substituer cette classe d'électeurs politiques dont le nombre est déterminé, dont les noms sont connus, et dont les rapports sont constants. Ils ne craignent pas d'ajouter à la fonction importante dont ces électeurs sont déjà revêtus, des fonctions nouvelles; et, aveuglés par la reconnaissance, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils constituent en corporation des hommes que la loi n'appelle au droit de suffrage que comme individus, et qu'ils tendent à créer en dehors de la chambre même une influence permanente qui ne devrait se montrer que de loin en loin et par intervalles.

Pour nous, ce n'est point à cause des électeurs actuels, mais en vue des électeurs de tous les tems, que nous redoutons une pareille combinaison, et que nous la considérons comme contraire aux maximes de notre droit public. (Approbation à droite.)

On a accusé notre franchise; mais que sommes-nous venus vous annoncer au nom du roi? Une organisation des conseils d'arrondissement et de départements en harmonie avec l'esprit de la Charte, l'élection directe des membres qui les composent. Où est la déception? où est le mensonge? Nous vous avons proposé de confier l'élection des membres de ces conseils aux plus intéressés dans les affaires locales; nous avons voulu que la propriété fût représentée, parce qu'il s'agissait des intérêts de la propriété; que l'élection fût faite par un petit nombre de propriétaires, parce qu'il nous a semblé qu'en cette matière c'était le bon choix plutôt que le nombre des électeurs qui importait au bien public; nous n'avons point dissimulé qu'en cherchant à faire participer un certain nombre de citoyens à la surveillance de leurs intérêts locaux, nous pensions que ceux qui offriraient le plus de garanties devaient seuls être désignés comme éligibles. Enfin, s'il était vrai qu'une telle disposition dût inspirer aux citoyens le désir, pour conserver l'influence de leurs familles, de chercher à assurer la conservation et la transmission de leur patrimoine par les moyens que les lois en vigueur autorisent, nous nous en serions ouvertement applaïdis, parce que nous pensons que lorsque le droit civil favorise le partage égal des propriétés, il est inutile que le droit politique n'ait pas la même tendance. (Adhésion prononcée à droite.)

Voix de la gauche: Toujours la tendance au droit d'aïnesse.

Si l'attente de plusieurs d'entre vous, Messieurs, a été déçue par le développement d'un tel système, ce n'est point parce que la parole sert à l'homme à déguiser ses intentions, comme l'a dit hier un honorable orateur, mais plutôt parce que nous avons clairement manifesté les nôtres. (Bravos au centre.)

On vous a dit que cette discussion apprendrait définitivement à la France ce qu'elle doit penser de nous; eh bien! Messieurs, nous ne craignons pas plus d'être jugés d'après nos paroles que par nos actes. (Mouvement universel d'attention.)

Nous désirons que la France sache qu'appelés, sans l'avoir ambitionné, au poste honorable où la confiance du roi nous a placés, nous n'avons pas cessé un seul jour de seconder ses volontés bienfaisantes par nos efforts constants pour procurer l'exécution des lois; que fidèles aux inspirations de notre conscience, étrangers à tout esprit de parti, inaccessibles à toute intrigue, fermement attachés aux institutions constitutionnelles, et serviteurs dévoués du juste légitime dans la préparation des projets qui devaient vous être soumis, nous avons cherché soigneusement à procurer le maintien et l'affermissement des libertés publiques en préservant de toute atteinte, avec une religieuse sollicitude, les droits sacrés de la couronne; que dans les discussions auxquelles nous avons pris part, nous avons soutenu ce qui nous paraissait juste et nécessaire avec fermeté, mais sans obstination; que nous n'avons jamais craint de céder lorsque la raison et la vérité se sont manifestées à notre conscience; mais que ni le nombre ni le concours des oppositions ne sauraient suffire à nous ébranler. (Vive sensation.)

Dans la question actuelle, et lorsqu'il s'agit d'une loi qui intéresse l'organisation intérieure de la monarchie, quand l'introduction d'un faux principe pourrait compromettre peut-être la stabilité de l'ordre établi, nous serions inexcusables si nous ne demeurions fidèles à notre propre conviction. (Mouvement d'adhésion et bravos aux deux centres.)

Après ce discours, dont la péroraison a fait une vive impression sur l'assemblée, la séance reste suspendue pendant près d'un quart d'heure, des groupes se forment autour du banc des ministres et près des bancs de l'extrême gauche.

M. de la Boëssière, qui a attendu à la tribune que le silence fût rétabli, parvient avec peine à se faire écouter.

L'orateur combat non-seulement les amendemens de la commission, mais le projet de loi ministériel, comme compromettant nos institutions sociales par la marche envahissante de la démocratie. La France a un besoin tellement absolu d'une royauté puissante, que l'existence d'une pareille royauté est infaillible si la France ne cesse pas d'être une nation.

Je combats, dit-il, l'organisation départementale et communale projetée, comme établissant un moyen pour la démocratie de s'introduire dans l'administration; ce moyen

existe déjà dans les comités directeurs. (Vives rumeurs à gauche.)

Je m'opposerai donc constamment de tout mon pouvoir à la formation par voie d'élection des conseils généraux. La publicité de leurs actes me paraît une garantie suffisante, elle est en même tems l'objet d'une honorable satisfaction pour les membres du conseil si intéressés à justifier, auprès de leurs compatriotes, les sacrifices qu'ils croient devoir leur imposer. Dès le premier moment où j'ai eu l'honneur de faire partie d'un conseil général, je n'ai jamais pu m'expliquer que l'on pût désirer la clandestinité.

Pour tout le reste de ce qui est l'objet du projet de loi; aussi long-tems que je verrai un comité directeur (éclats de rire à gauche: l'orateur répète sa phrase) formant un gouvernement rival du gouvernement établi par la Charte, il y aura à mes yeux un danger immense pour la société et pour la royauté. Si le ministère n'a pas apprécié la véritable situation de la France, c'est qu'il s'est laissé persuader par des journaux et des pamphlets. (Vive interruption à gauche.)

Voix de la gauche: Vous en voulez donc bien aux journaux? Allons, proposez une petite commission. (Bruit.)

M. de la Boëssière: C'est pourquoi je repousse la loi qui nous rejeterait dans des chances de désordre et de révolution.

M. le ministre de l'instruction publique monte à la tribune. (Mouvement prononcé d'attention.) Messieurs, dit S. Exc., au point où est parvenue la discussion, je ne crois pas devoir embrasser, dans toute leur étendue, les différentes questions que présente le projet de loi. Après des discussions aussi remarquables par le talent et dans lesquelles les questions ont été traitées d'une manière si complète, l'orateur qui se présente pour parler lorsque l'attention est épuisée, ne peut aspirer qu'à un seul genre de mérite, celui de la concision. Je me bornerai donc à quelques aperçus rapides, à quelques réflexions indiquées plutôt que développées.

Je commence par reconnaître les progrès que la discussion me paraît avoir faits depuis son origine. D'un côté, on a soutenu d'abord que le système d'élection était une violation directe de l'art. 14 de la Charte; puis, dans la séance d'avant-hier, on a commencé à abandonner ce terrain, en disant que ce système était, jusqu'à un certain point, contraire à la Charte. Enfin, dans la séance d'hier, on s'est borné à présenter le projet comme opposé à l'ensemble et à l'esprit de nos institutions.

D'un autre côté, on avait présenté les électeurs qui paient 500 fr. de contribution, comme investis d'une sorte de droit absolu pour concourir à la nomination des membres des conseils de département. On avait été jusqu'à déclarer que le projet les dépouillait de ce droit. Aujourd'hui il ne s'agit plus ni de droit absolu ni de spoliation; les derniers orateurs, avec une loyauté à laquelle je me plais à rendre hommage, sont tous revenus aux termes d'une simple question d'utilité et de convenance.

Ainsi, la controverse est rentrée dans ses limites naturelles, et je l'aborde telle qu'elle existe maintenant.

Je dirai à ceux qui soutiennent que l'élection, en thèse générale, quel que soit son mode et de quelques garanties qu'elle soit entourée, est contraire à l'ensemble et à l'esprit de nos institutions. Lorsque la Charte appelle une chambre élective à concourir au vote de l'impôt, comment l'esprit de nos institutions condamnerait-il un système dans lequel des conseils électifs aussi sont chargés d'opérer la répartition de ces mêmes impôts et de délibérer sur des subsides destinés à faire face à des dépenses d'intérêt local? (Marques d'approbation à gauche.) On craint que les conseils de département n'envahissent l'administration et ne rendent insupportable la condition des agents de l'autorité royale. Les conseils de département envahiraient l'administration! Et comment le pourraient-ils lorsqu'ils n'ont à délibérer que sur des intérêts locaux, lorsque l'administration générale leur reste complètement étrangère (nouveau mouvement d'adhésion à gauche; silence à droite); lorsqu'ils ne se réunissent qu'une fois par an, et que l'exercice de leurs pouvoirs est renfermé dans l'étroit espace de quinze jours; lorsque leurs délibérations sur les impositions départementales n'ont de valeur qu'après qu'elles ont été approuvées, et qu'enfin tout vote politique leur est expressément interdit par une disposition dont l'exécution est d'autant plus assurée qu'elle sera soutenue par toute la force de l'opinion publique, si énergiquement, si justement prononcée sur cette question.

Les conseils de département rendront insupportable la condition des agents de l'autorité royale? (Vive agitation à droite.) Voix de la gauche: Silence donc, Messieurs! Mais l'intérêt commun de ces agents et de ces conseils, n'est-ce pas au contraire de s'entendre? N'y sont-ils pas amenés naturellement et presque à leur insu par la force des choses? Les affaires de l'administration locale ne peuvent se faire que par leur concours. Les uns et les autres voudront, autant par intérêt que par devoir, travailler dans un but commun.

Je passe maintenant à ce qui regarde les électeurs de 500 fr. (Ecoutez! écoutez!) Ici, qu'il me soit permis de le dire, il a été pénible aux ministres du roi de s'entendre accuser d'une défiance qu'on a été jusqu'à qualifier de dangereuse. (Nouvel mouvement.) Loin de nous tout sentiment de défiance envers des citoyens auxquels l'auguste auteur de la Charte a donné la plus haute marque de confiance! Notre système n'a pu être inculqué d'une manière aussi grave que parce qu'il n'a pas été compris. Souffrez que je m'explique en peu de mots.

Le cens doit être la base du droit électoral, soit qu'il s'agisse

de nommer des députés, soit qu'il s'agisse de nommer des membres des conseils de département. Sur ce point nous sommes parfaitement d'accord avec votre commission; mais ce que nous vous prions de bien saisir, c'est qu'il y a deux sortes de cens : le cens absolu qui consiste dans une certaine somme de contribution, celle qui est la même pour tout le royaume, et le cens relatif qui se détermine en prenant les citoyens les plus imposés dans une proportion déterminée et correspondante à la population.

Le cens relatif varie suivant les localités : il est très-élevé dans les pays riches, il l'est beaucoup moins dans les pays pauvres. La Charte a pris le cens absolu comme base des droits des électeurs qui nomment les députés; elle a dû le faire, car l'uniformité était nécessaire lorsqu'il s'agissait de l'exercice d'un droit qui concerne le pays tout entier, et qui est le même pour les diverses parties du territoire.

Votre commission s'est aussi attachée principalement au cens absolu quand elle commençait par déclarer en principe que l'assemblée cantonale se compose de tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis, et qui sont portés sur la liste des électeurs, ou qui exercent telles ou telles fonctions.

Dans la rédaction du projet de loi, le gouvernement a pris pour base le cens relatif. Ainsi il s'agit d'un débat entre le cens absolu et le cens relatif; il ne s'agit que d'un principe, d'une théorie qui, malgré le mot qu'on a fait retentir à cette tribune, n'a rien d'inflammable par elle-même, et dans laquelle je crois que l'on doit éviter, avec un louable scrupule, tout ce qui pourrait la rendre inflammable.

Le cens relatif est-il plus convenable que le cens absolu? Voilà tout ce que je veux examiner. Les délibérations des conseils-généraux concernent exclusivement l'intérêt de la propriété, soit territoriale, soit industrielle. Rien n'est plus évident. Ils répartissent l'impôt direct entre les contribuables, et votent les centimes additionnels pour les dépenses locales.

Les conseils-généraux ne sont pas des corps politiques; non pas que je prétende que la politique ne puisse y entrer. La politique entre partout où il y a des hommes, parce que partout où il y a des hommes il y a des passions. Mais autre chose est de constituer un corps politique, autre chose est de se livrer à des considérations politiques. Plus les conseils de département s'en éloigneront, plus ils se renfermeront dans leurs attributions.

La chambre des députés est, par son essence, un corps politique. Les électeurs qui la nomment ont donc reçu de la Charte un caractère politique.

Il n'en est pas de même, je le répète, des conseils-généraux, et à ce sujet qu'il me soit permis d'exprimer mon étonnement de ce que des orateurs entendus dans la séance d'hier ont semblé mettre en principe la nécessité de faire pénétrer la politique dans les collèges de département. Comment n'ont-ils pas craint de fournir des arguments aux adversaires de leur opinion, qui n'ont cessé de présenter le système de l'élection comme tendant invinciblement à créer des corps politiques (voix à gauche: C'est vrai!) et qui ont parlé sans doute par forme d'hyperbole, de 86 républiques établies sur le territoire de la France?

Non, Messieurs, il n'y a rien de semblable dans la loi qu'on vous propose; et la nature des choses veut que les bases de l'élection soient différentes pour les conseils de département de ce qu'elles sont pour la chambre des députés. La chambre vote les lois, vote les contributions, accuse les ministres, délibère sur les pétitions, défend la liberté civile, la liberté religieuse: toutes ces fonctions sont politiques.

Le vote de l'impôt n'est que de confiance; car vous n'examinez pas seulement si les contributions sont utiles, mais encore si l'administration qui les demande mérite votre confiance. Les conseils de départements sont de paisibles assemblées de notables, délibérant en famille sur des intérêts communs; concentrés dans les affaires du territoire, ils ne peuvent avoir la même origine que la chambre; la raison et la nature des choses s'y opposent invinciblement.

Messieurs, les ministres du roi vous ont proposé une loi que depuis la restauration toutes les opinions se sont accordées à réclamer; ils ne l'ont point rédigée avec légèreté, comme on le leur a reproché; ils ont consulté les hommes les plus connus par leur expérience, leur sagesse, leur dévouement au trône et leur attachement à nos institutions. C'est avec maturité, avec réflexion, avec une UNANIMITÉ (Son Exc. appuie sur ce mot), avec une unanimité qui n'a jamais cessé d'exister dans tous leurs actes, et que rien ne saurait rompre (M. le ministre prononce ces mots avec un accent encore plus marqué), qu'ils ont adopté un système qui leur a paru convenable à nos institutions; et cependant plusieurs orateurs se livrent à des imputations qui se heurtent réciproquement et se détruisent par leur contrariété. J'ignore quel sera l'événement de cette discussion, quel jugement on portera aujourd'hui de nos actes, et quel jugement on portera l'avenir; mais ce que je puis affirmer, c'est que, descendant dans nos consciences, nous les trouvons pures de tout reproche; c'est qu'elles ne nous rendent d'autre témoignage que celui de fidélité à notre double devoir comme ministres et comme citoyens. (Bravos aux deux centres.)

M. de Montbel: Aujourd'hui pour la première fois, un seul ministre ne reste pas chargé de soutenir tout le poids de la discussion; il a trouvé des auxiliaires non dans les orateurs inscrits pour la loi, mais seulement parmi ses collègues, parmi ceux qui ont concouru avec lui à la rédaction du projet de loi.

Aucun autre orateur ne se présente pour repousser les attaques nombreuses dirigées contre le projet par deux opinions. Si M. le ministre de l'intérieur avait pu opérer cette division, pour les combattre chacune en l'absence de l'autre; sa brillante argumentation aurait eu plus de chances pour porter la conviction dans les esprits; nous l'aurions vu se servir d'un parti contre les prétentions du parti contraire. Mais obligé de présenter le bouclier de son éloquence aux traits lancés à la fois des deux côtés de la Chambre, il s'est successivement découvert à son tour et n'a pu se soustraire à l'attaque.

L'orateur, interrompu par le bruit des conversations particulières, poursuit son discours, où il nous paraît puiser contre l'élection populaire des objections dans une ancienne brochure de M. B. Constant. Les honorables membres, qui s'approchent du pied de la tribune, paraissent l'écouter avec attention.

En résumé, M. de Montbel conclut au rejet de la loi et de tous les amendemens.

M. Eusèbe de Salvette expose et discute les trois opinions qui se sont manifestées dans tout ce débat. L'assemblée, fatiguée de cette longue séance, prête une oreille peu attentive. Une foule de députés quittent leurs places, et malgré les fréquentes exhortations de M. le président, se livrent à des conversations particulières.

Voix de la gauche: On n'entend pas; silence donc!

M. le président: J'ai déjà plusieurs fois demandé le silence et je n'ai pu l'obtenir; le silence est dû à l'orateur.

M. Guilhem: Alors il faut lever la séance et remettre la continuation du discours à lundi.

M. de Salvette hausse la voix et commande bientôt l'attention en parlant du dernier article du projet de loi qui ajourne à une autre année les dispositions relatives au conseil général du département de la Seine. (Ecoutez! écoutez!) On a, dit-il, témoigné des craintes chimériques sur l'usage que les Parisiens feraient du droit d'élection.

Ces calomnies ont été recueillies dans des journaux, elles ont trouvé des échos retentissans. (Nombre de voix: C'est vrai!) Vous vous rappelez sans doute, Messieurs, les termes dans lesquels était conçue la proposition développée l'année dernière à cette tribune par un de nos honorables collègues (M. Labbey de Pompière): vous vous rappelez qu'il accusait les derniers ministres dans des termes qui impliquaient que l'affection du peuple de la capitale avait été un moment éteinte de son roi. Vous vous rappelez avec quelle chaleureuse éloquence un ministre du roi s'éleva contre cette insinuation, et comment il fut secondé par votre assentiment unanime; vous refusâtes de rien entendre jusqu'à ce que l'orateur eût changé ses expressions qui ne rendaient point sa véritable pensée (agitation à droite), et avec quelle indignation tout soupçon injurieux pour les habitans fut repoussé. Eh bien! on ose aujourd'hui présenter les habitans de Paris comme tout prêts à se mettre en état de révolte; on ose supposer que des sentimens, fomentés par une haine aveugle, ont germé dans la capitale et poussé des racines profondes.

Ouvrez les yeux, vous tous qui calomniez la ville de Paris, et reconnaissez qu'il n'y a pas la moindre analogie entre le présent et le passé. L'état des choses n'est plus le même; on n'est plus dans les troubles d'une révolution récente; les armées étrangères n'ont pas envahi le territoire; la capitale n'est point restée sans force légale exposée à toutes les entreprises de l'anarchie; les tempêtes révolutionnaires sont loin de nous, et à jamais loin de nous; elles ne se reproduiront plus. Faisons donc des vœux pour que le département de la Seine jouisse, dès la prochaine session, du bienfait accordé à tous les autres départemens. Je vote pour le projet de loi amendé par la commission.

M. le président: M. de la Boulaye a la parole.

Voix de la gauche: A lundi, à lundi!

Voix de la droite: La clôture, la clôture!

M. le président: On demande la continuation de la discussion à lundi: il n'y a pas d'opposition.....

Voix de la droite: Nous demandons la clôture; voilà bien assez de discours!

M. le président: On demande que la discussion soit fermée; je dois consulter la chambre.

M. B. Constant: Je demande la parole contre la clôture. Je prie la chambre de me permettre une seule réflexion. Deux ministres de S. M. ont été entendus aujourd'hui; les orateurs qui leur ont succédé n'ont pas eu le tems de préparer leur réfutation. (Voix de la droite: Si! si!) Il me paraît de la loyauté de la chambre, du respect qu'elle a pour elle-même et du maintien de ses droits et de ses prérogatives, qu'il soit permis d'examiner naïvement les raisonnemens de MM. les ministres pour leur répondre s'il y a lieu. (Marques d'impatience à droite.)

Plusieurs voix de la droite: Il y a 88 articles, vous aurez tout le tems de parler sur les articles, la discussion durera plus d'un mois. Aux voix la clôture!

M. B. Constant: Je remarque de plus qu'en tout cas la parole serait réservée à M. le rapporteur, et que c'est un motif encore de renvoyer la discussion à lundi.

La clôture est mise aux voix. Quelques membres de la droite et des deux centres se lèvent pour l'affirmative; la clôture est rejetée à une immense majorité.

M. le président: La discussion est continuée à lundi. J'ai l'honneur de prévenir la chambre qu'elle entendra, à l'ouverture de sa séance de demain, le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la dotation de la

chambre des pairs. (Mouvement très-vif de curiosité.) Elle entendra ensuite les rapports de sa commission des pétitions, et à quatre heures et demie elle délibérera sur le projet de loi relatif au port de Boulogne.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRECURSEUR.)

Séance du 4 avril.

L'ordre du jour était le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la dotation des pairs de France.

M. Cassaignoles, rapporteur, ne s'est pas présenté, et M. le président a expliqué à la chambre que de nouvelles communications du gouvernement nécessitaient un retard de quelques jours.

Le rapport des pétitions a été fait ensuite. Les plus importantes sont: 1° celle du général Alix qui demande les arrérages de son traitement de retraite échus pendant son exil. La commission a proposé et la chambre a adopté le renvoi au ministre de la guerre. Les conclusions ont été soutenues par MM. le général Lamarque, Méchin, Dupin aîné, et combattues par MM. de Montbel et de Formont.

2° Celle du sieur Savary qui propose des vues d'économie sur les traitemens des cardinaux, évêques, préfets, etc. La commission a proposé et la chambre a adopté le renvoi à la commission du budget.

3° Celle du sieur Rey qui demande l'abolition de la rétribution universitaire. Après une discussion dans laquelle MM. Demarçay, Vatisménil, Sapey, Ch. Dupin, Pelet et de la Boulaye ont été entendus, le renvoi au ministre de l'instruction publique a été adopté.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

ANGLETERRE.

Londres, 51 mars.

Hier, dit le *Courier*, le bill de l'émancipation des catholiques a passé à la chambre des communes, et sera porté cet après-midi à la chambre des pairs par M. Peel et par d'autres membres. Le débat sur la dernière lecture du bill n'a été terminé qu'à 4 heures ce matin. Le marquis de Chandos avait proposé que la troisième lecture n'eût lieu que dans six mois; cet amendement a été rejeté par 320 voix contre 142. Un second amendement a eu le même sort; il s'agissait de défendre à tout catholique romain, membre d'une corporation, de voter la disposition de fonds affectés à des œuvres de charité. Il a été repoussé par 233 voix contre 17.

Le bill pour l'abolition des *freeholds* à 40 sch. a été aussi lu pour la troisième fois, et a passé.

M. Peel a terminé cette grande discussion avec le même talent dont il avait déjà donné des preuves si éclatantes lors de la présentation des deux bills. Aussi, le même succès a-t-il couronné ses généreux efforts; et à la fin de la séance, l'enthousiasme le plus vif a éclaté parmi tous les membres de la majorité: ils ont entouré l'éloquent défenseur de l'émancipation, et lui ont serré affectueusement la main, en agitant leurs mouchoirs et leurs chapeaux.

A M. le Rédacteur du PRECURSEUR.

Lyon, 3 avril 1829.

Monsieur,

Une inculpation tellement grave, qu'elle aurait déjà anéanti l'établissement que je dirige, si elle n'était calomnieuse, circule depuis plusieurs jours dans le public. D'abord je l'ai méprisée, espérant que le seul manque de vérité (je pourrais presque dire de possibilité) suffirait pour en faire justice. Mais combien mon attente a été déçue! La calomnie semble, au contraire, avoir pris acte de mon silence pour me poursuivre avec d'autant plus d'acharnement et de persévérance, que j'ai paru jusqu'à présent en faire moins de cas. Je me vois donc forcé de rompre aujourd'hui ce silence que je m'étais imposé, et de me disculper, sous peine, si je m'obstinais à me taire, de m'avouer coupable aux yeux d'un très-grand nombre de personnes dans l'esprit desquelles j'ai souverainement à cœur d'être net, c'est-à-dire aux yeux de tous ceux des honnêtes gens dont je n'ai pas l'honneur d'être personnellement connu, et qui, n'ayant aucun intérêt particulier à être détrompés, resteraient éternellement dans l'erreur, si je ne les en tirais moi-même en publiant cet article. Quant aux autres, ce n'est pas pour eux que je l'écris; ils n'en ont pas besoin: mon innocence leur est connue. Je dis donc aux premiers: Les récits divers qui font un des professeurs de mon établissement, ou moi-même, acteur d'une prétendue scène sanglante et tragique, sont tous faux, inventés à plaisir, et le fruit unique de la plus insigne calomnie. Si quelqu'un se croit mieux instruit, qu'il me démente par un article contradictoire. Moi je le dénonce ici d'avance aux tribunaux comme calomniateur. Mais personne n'élèvera la voix: ma conscience m'en est garant. Il devra donc rester pour certain, dans l'esprit de tout homme raisonnable, que je suis l'innocente victime d'un vil calomniateur.

Tel est le démenti formel que je donne aux bruits publics. Je dois cette démarche à la vérité qu'ils outragent, à ma réputation qu'ils attaquent, à ma famille dont ils pourraient dans la suite (1) compromettre l'existence, à la dignité de

(1) Je dis dans la suite, parce que, pour le présent, je n'ai pas perdu un seul élève; il m'en est même venu un nouveau en dépôt de la malveillance.

mon état qu'ils tendent à déshonorer, enfin, à mes dignes confrères dont je tiens à conserver ou mériter l'estime. Que dis-je ? Je la dois à la société entière qui a frémi d'horreur, et qui, je n'en doute pas, me saura gré de l'avoir consolée en l'éclairant.

Rassurez-vous donc, vous surtout pères et mères de famille dont les oreilles ont été si douloureusement déchirées, dont la tendresse est vue si cruellement inquiète: quelque part que soient placés vos chers enfans, en quelques mains que vous les ayez confiés, rassurez-vous et dormez en paix. mes confrères et moi nous veillons à votre place, non pas, ô horreur ! pour les assassiner, car nous sommes pères aussi nous-mêmes, pour la plupart, et nous savons ce que c'est que la tendresse paternelle: nous veillons, dis-je, pour cultiver leurs talens, former leur cœur, et vous les rendre, lorsque vous nous les redemandez, sains de corps non moins que d'esprit.

Veuillez, Monsieur, insérer cette lettre dans le prochain numéro de votre journal, et agréer les sentimens avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.

PÈRE,

Maitre de Pension à Lyon, paroisse de St-Iréné, maison de la Croix-Blanche.

SERVICE GÉNÉRAL

DES

MESSAGERIES

DU COMMERCE.

ENTREPRISE ARMAND, LECOMTE ET COMP.

L'entreprise Armand, Lecomte et compagnie, formée le 10 décembre 1828, pour l'exploitation du service général des Messageries du Commerce, a été avertie, dès son début, de toute sa puissance, par les ennemis qui se sont élevés contre elle.

Des insinuations perfides, des imputations calomnieuses répandues sourdement, ont signalé le mécontentement de certains rivaux dont elle est venue troubler le sommeil.

Des attaques plus directes ont révélé en même tems l'existence d'une Compagnie anonyme, qui n'ayant rien, sans doute, à dire d'elle au public, l'a plusieurs fois entretenu de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie.

Un succès, constaté par de nombreuses souscriptions recueillies sur les points les plus éloignés, a répondu à tous les détracteurs.

Ils n'ont pas pour cela été réduits au silence; des émissaires des grandes compagnies parcourent les routes, s'efforcent de décrier la nouvelle entreprise, et voilà que la Compagnie anonyme, oubliée depuis quelques semaines, vient encore, cédant à des suggestions étrangères et intéressées (1), discuter les titres que l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie offre à la confiance publique; et en attendant que les statuts qu'elle prépare soient prêts, elle s'efforce de démontrer que ceux de la Société établie rue du Bouloy ne présentent que des garanties incomplètes.

Quelques mots, dits une fois pour toutes, expliqueront ce que les assertions des fondateurs de la Compagnie anonyme ont d'inexact, et relèveront les erreurs que, sans les partager, ils ont voulu répandre dans le public.

Une Compagnie anonyme, disent-ils, offre plus de garantie qu'une Société en commandite, et cette garantie, ils la trouvent dans la discussion des statuts par le conseil d'état.

Il a semblé aux administrateurs de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie, que la pénétration de l'intérêt personnel ne le cédait pas aux lumières du conseil d'état, et qu'ainsi les meilleurs juges de leur acte de société seraient leurs commanditaires. La sanction de cet acte, par trois cents signatures, leur paraît une épreuve aussi forte que la discussion, quelque lucide qu'elle soit, d'une section du conseil d'état.

Ce n'est pas tout; dans une Société anonyme, la gestion des administrateurs n'entraîne aucune responsabilité solidaire; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat; dans une Société en commandite, la responsabilité des gérans est indéfinie à l'égard des tiers.

Ce n'est pas tout encore; si l'on en croit certaines publications, le cautionnement des administrateurs de la Société anonyme des Messageries du Commerce ne s'élève qu'à 20,000 fr.; celui des trois gérans fondateurs de la Société Armand, Lecomte et compagnie ne se compose pas seulement des cent actions pour lesquelles chacun d'eux a souscrit; ils ont, en outre, frappé d'inaliénabilité, par une déclaration authentique et après la constitution de la Société, la moitié de l'indemnité qui leur est attribuée.

Ainsi disparaissent les objections tirées du défaut de garantie et d'intérêt de la part des gérans de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie.

La rétribution déterminée en leur faveur se compose d'abord d'un traitement fixe extrêmement modique, puis d'un intérêt

(1) L'article auquel répond cette note a été répandu avec profusion par les soins de l'entreprise Laffitte, Caillard et compagnie, qui en a fait tirer, à ses frais, plusieurs milliers d'exemplaires.

et de cinq étages sur la cour. Ces deux corps de logis sont servis par un escalier en pierre et à noyau, surmonté d'une tour formant une pièce au 6^e étage. Dans la cour, il existe un puits garni de ses margelles en pierre, poulie en bois et écharpe en fer. (1542)

Mais que dire des calculs à l'aide desquels on a essayé d'amoindrir la valeur du capital social de cette entreprise?

Ils partent tous de deux suppositions fausses et presque contradictoires:

L'une, que la Société ayant réuni le capital d'un million exigé pour sa constitution, ses services seraient mis de suite en activité;

L'autre, que dans le cas où le capital social de dix millions serait complété, il en résulterait une surcharge d'intérêts.

Dans toutes leurs publications, les gérans de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie ont annoncé que la mise en activité du service n'aurait lieu que lorsque les souscriptions s'élevaient à plusieurs millions. Bien plus, suivant une déclaration récente, ils ont renoncé aux avantages qui leur sont acquis, tant que les souscriptions ne formeront pas une somme égale au capital originaire des Messageries royales.

Ainsi tombe l'échafaudage des calculs basés sur l'application d'une somme modique, à des services publics, contre lesquels les chefs de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie se sont les premiers élevés. Il en est de même des autres assertions, et surtout du calcul relatif au prélèvement attribué aux gérans, dont l'importance a été évaluée à dessein sur la réalisation d'un seul million. Ce prélèvement qui, dans ce cas inadmissible, serait en effet élevé, se réduit à l'allocation extrêmement modique de 3 p. 0/0, quand le capital est complet. Dans l'article auquel répond cette note, on avait décuplé cette allocation, en feignant le capital réduit au dixième.

Le capital social a été porté à dix millions, pour multiplier autant que possible le nombre des actionnaires; la Société ne sera pas pour cela grevée d'intérêts inutiles; car le paiement des actions ne doit avoir lieu que par quart, et les appels de fonds ne seront faits que suivant les besoins du service.

Enfin, on a cru devoir attribuer un intérêt fixe au capital versé; car c'est un revenu auquel les actionnaires ne renouent qu'à regret. En étudiant les combinaisons des statuts, il est facile de reconnaître que le capital social étant élevé, cet avantage, réclamé par tous, est loin d'être onéreux à la Société, et l'on ne conçoit guère comment on a pu avancer sérieusement que des intérêts retenus par les actionnaires constituaient une perte pour eux.

Ces explications dispensent de rien dire de plus sur la critique faite avec tant d'art et de bonne foi par les administrateurs de la Compagnie anonyme, non encore autorisée.

Les gérans de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie se garderont bien de discuter les projets de la Compagnie anonyme; c'est un soin qui appartient, en premier ressort, au conseil d'état; en dernier, au public. Ils remarquent toutefois que, parmi les combinaisons qui leur sont le plus amèrement reprochées par ces adversaires, il en est plusieurs que ceux-ci n'avaient pas dédaigné de s'approprier, et auxquelles ils ne paraissent pas avoir renoncé de leur propre mouvement.

Au surplus, le prospectus et les statuts de l'entreprise Armand, Lecomte et compagnie, ont été livrés à une grande publicité. Une note explicative sur l'établissement de son service vient d'être imprimée, et sera communiquée, ainsi que la liste des actionnaires, à tous ceux qui voudront en prendre connaissance.

On ne verra figurer sur cette liste aucune souscription fictive; et c'est une garantie qu'une société anonyme, pressée peut être d'obtenir l'institution officielle, pourrait bien ne pas toujours offrir.

Le conseil judiciaire de la société Armand, Lecomte et compagnie est formé; il se compose de:

M. Odillon Barrot, avocat aux conseils du roi.

Dupin jeune, avocat à la cour royale.

Béranger, avoué à la cour royale.

Plé, avoué au tribunal de 1^{re} instance.

Auger, agrégé au tribunal de commerce.

On souscrit au bureau de l'administration, rue du Bouloy, n° 2.

Chez M^e Corbin, notaire de la société, rue Vivienne, n° 6; Chez M. Ch. Ternaux, Candolphe et compagnie, banquiers de la société, rue des Fossés-Montmartre, n° 2;

Et chez M. de Franchessin, agent de change, rue d'Antin, n° 7.

Et à Lyon, chez M. Bonnevaux, Casati et Lecourt, notaires, et chez M. Tabard, place neuve des Carmes, n° 1.

(1541)

ANNONCES.

ANNONCES JUDICIAIRES.

Le samedi onze avril mil huit cent vingt-neuf, il sera procédé en l'audience des criées du tribunal civil de Lyon, hôtel de Chevrnières, place St-Jean, à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, au par-dessus de la somme de 19,600 fr. d'une maison située en cette ville, rue Juiverie, n° 17, dépendante de la succession de feu Dominique Gounet, composée d'un corps de logis double, de caves voûtées, rez-de-chaussée, trois étages et greniers logeables au-dessus, sur la rue,

et de cinq étages sur la cour. Ces deux corps de logis sont servis par un escalier en pierre et à noyau, surmonté d'une tour formant une pièce au 6^e étage. Dans la cour, il existe un puits garni de ses margelles en pierre, poulie en bois et écharpe en fer. (1542)

Le mercredi huit avril mil huit cent vingt-neuf, à neuf heures du matin, sur la place Confort de cette ville, il sera procédé par le ministère d'un commissaire-priseur, à la vente forcée de meubles saisis, lesquels consistent en banque, bureau, tabourets, chaises, tables, buffet, commode, bibles et autres objets, le tout argent comptant.

SOULEIL. (1543)

Le vendredi dix avril mil huit cent vingt-neuf, dix heures du matin, sur la place du Grand-College de cette ville, il sera procédé à la vente aux enchères et au comptant des objets mobiliers saisis au préjudice du sieur Rigaud, dégraisseur d'habits, demeurant à Lyon, rue de l'Arbre-Sec, consistant en table, commodes, secrétaire, matelas, banque, plaques en tôle et autres objets.

Lyon, le 6 avril 1829. BINARD, huissier. (1545)

ANNONCES DIVERSES.

VENTE AUX ENCHÈRES ET EN DÉTAIL

D'une bibliothèque considérable, dans la salle de vente de MM. les commissaires-priseurs, quai du Duc de Bordeaux, n° 31, au rez-de-chaussée.

Le jeudi neuf avril mil huit cent vingt-neuf, depuis six heures du soir jusqu'à neuf, et jours suivans aux mêmes heures, au rez-de-chaussée de la maison portant le n° 31, quai du Duc de Bordeaux, ci-devant rue de la Pêcherie, dans la salle de vente de MM. les commissaires-priseurs, il sera procédé, par le ministère de l'un d'eux, à la vente aux enchères et en détail de la bibliothèque provenant de la succession de feu M. Esprit-Jean Imbert, qui était rentier à Lyon.

Elle se compose d'ouvrages d'agriculture, littérature latine et française; autres sur la médecine, l'équitation, l'art vétérinaire et la maréchalerie; des romans des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, par différens auteurs des deux sexes, et beaucoup d'autres ouvrages très-intéressans; d'une jolie collection des ouvrages imprimés par Cazin, Elzevir, Costellier, Barbon, de jolis formats reliés en veau et dorés sur tranche.

Le catalogue, distribué en quinze séances, se délivre au lieu de la vente, à compter de ce jour, et chez M. Cartoux, place des Terreaux, n° 10, au 1^{er}, chargé de diriger ladite vente. (1544)

A VENDRE.

Domaine à Millery, à vendre en totalité ou en détail.

Ce domaine se compose d'une maison bourgeoise située au bourg de Millery, dans une exposition agréable, avec un clos de la contenance de 68 ares, planté en jardin, vignes et salle d'ombrage, des bâtimens propres à l'exploitation, avec une vigne de la contenance de 26 ares, et en outre d'un pré de la contenance d'un hectare 81 ares, soit 14 bicherées, situé aux bords du Garron.

S'adresser à M^e Bertholon, notaire à Millery.

(1519-2)

Maison de campagne avec jardin et terrasse, à St-Iréné, chemin des aqueducs d'où l'on jouit d'une vue magnifique. Maison de campagne et fonds en dépendant, située à Saint-Didier, à vendre en tout ou en partie.

S'adresser à M^e Rigolet, notaire, rue St-Côme, n° 4.

(1491-3)

Piano à cinq octaves, rue St-Marcel, n° 18, au rez-de-chaussée.

(1526-2)

A LOUER.

Très-belle fabrique à mouliner la soie, de 4 à 5,000 fuseaux, toute neuve et en activité, mue par un cours d'eau plus que suffisant dans les plus grandes sécheresses, à louer de suite.

S'adresser au bureau du journal.

(1438-4)

BOURSE DU 4.

Cinq p. 0/0 consol. jous. du 22 sept. 1828. 108f 75.
Trois p. 0/0 jous. du 22 déc. 1828. 79f 80 75 85.
Actions de la banque de France, jouissance de janvier 1827. 1860f.

Rentes de Naples.

Cert. Falconnet de 25 ducats, change variable, jous. de janv. 87f 15 25 30 40 50.

Empr. royal d'Espagne, 1823, jous. de janv. 1829. 84 5/8.

Rente perpét. d'Esp. 5 p. 0/0, jous. de juil. 54 3/8 1/2 5/4 55.

Id. français, de 9 ducats chan. fixe 423 43 1/2. jous. de jan. 1828.

Rente d'Espagne, 5 p. 0/0 cert. franç. jous. de nov. Métal. d'Autriche 1000 fl. 125 de rente. Ad. Rothschild.

Empr. d'Italie, rembours. par 25ème. jous. de juillet 1828. 505f 50 2f 50.

J. MORIN, Rédacteur-Gérant.